

Le Centre et l'Ouest évoluent en tandem

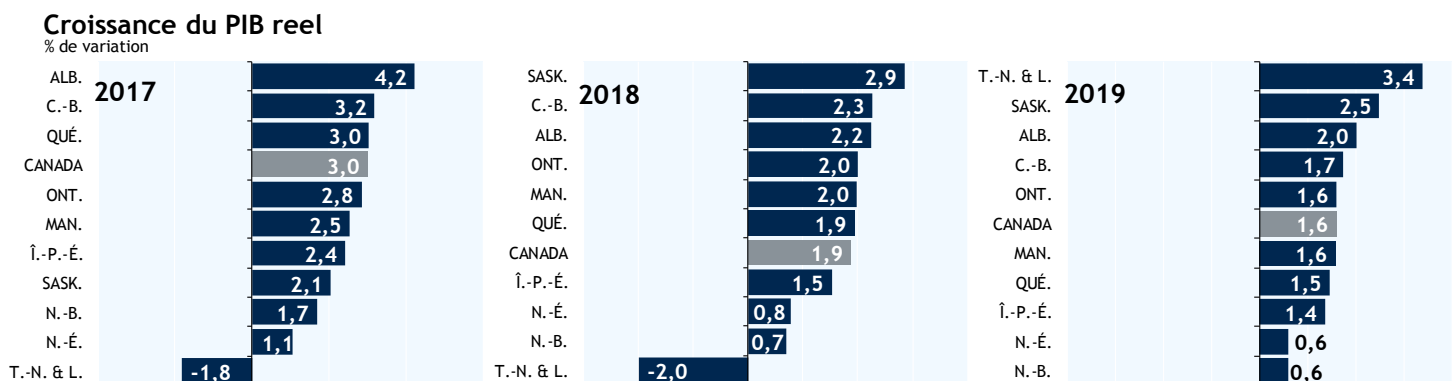
L'économie canadienne amorce sa neuvième année d'expansion et son rythme d'évolution devient plus égal d'un océan à l'autre. Depuis la parution des Perspectives provinciales de décembre, nous avons révisé à la hausse nos prévisions de croissance dans plusieurs provinces dans le sillage de la publication de données meilleures que prévu, notamment au Québec, où la croissance a continué d'afficher une vigueur inattendue en 2017. Au fur et à mesure que l'économie se heurtera à des contraintes de capacité au cours des deux prochaines années, nous prévoyons cependant que la progression ralentira dans l'ensemble du pays pour se rapprocher de son taux potentiel à long terme. La croissance marquera donc bientôt le pas dans les provinces du centre du Canada et des maritimes ainsi qu'en Colombie-Britannique, tandis qu'elle maintiendra un rythme soutenu plus longtemps dans les provinces productrices de pétrole, qui continueront de reprendre le terrain perdu durant la récente période de recul des prix du pétrole.

Les provinces de l'Ouest dominant

Nous prévoyons que l'économie de la Colombie-Britannique, qui connaît un essor depuis un bon moment, ralentira progressivement au cours des deux prochaines années. Loin d'être un signe de faiblesse, la situation est plutôt attribuable au dynamisme économique : il reste peu de capacités excédentaires dans cette économie qui présente un faible taux record de chômage, des dépenses de consommation soutenues et un marché du logement vigoureux. Notre prévision de croissance s'établit à 2,3 % en 2018 et à 1,7 % en 2019, compte tenu de l'élan supplémentaire que procurent les nouvelles dépenses du gouvernement provincial. Sur l'autre versant des Rocheuses, la reprise économique demeure bien en selle en Alberta. Après avoir évolué à la vive cadence estimative de 4,2 % en 2017, la croissance devrait à notre avis y diminuer un peu en 2018 et en 2019, tout en demeurant supérieure à la moyenne nationale. L'accroissement de la production de pétrole, qui ira de pair avec la croissance, favorisera la réduction du déficit provincial impressionnant. De plus, la reprise du marché du travail laisse présager une accélération de la croissance. Bien que les perspectives du pays des églantiers soient généralement favorables, les résultats d'une enquête de Statistique Canada indiquant une éventuelle baisse des dépenses d'investissement en 2018 rappellent que l'économie ne s'est pas encore complètement rétablie. Il est possible que les difficultés qu'éprouve la province pour transporter son pétrole jusqu'aux marchés d'exportation assombrissent les perspectives d'investissement, comme en témoigne l'augmentation de l'écart entre le prix du pétrole albertain et les prix de référence internationaux.

Les Prairies offrent une solide performance

Nous pensons que la Saskatchewan résistera à la tendance nationale cette année, puisque la croissance y s'accélérait pour atteindre la cadence la plus rapide au pays, soit de 2,9 %. La province enregistrerait aussi une croissance respectable en 2019. Elle bénéficie de plusieurs facteurs favorables, dont l'accroissement de la production de pétrole, la remontée de la production agricole en 2017 après un



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

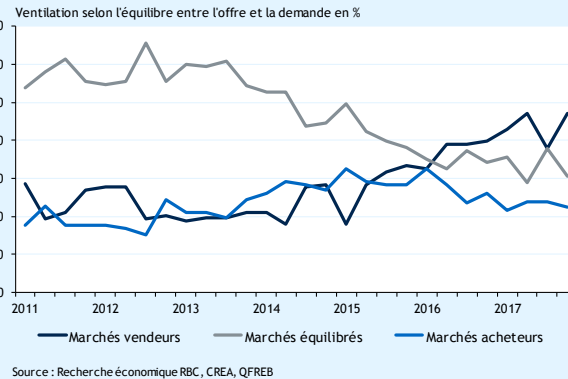


Boîte 1

Le resserrement des marchés du logement se généralise

La Banque du Canada a relevé les taux d'intérêt trois fois depuis le milieu de 2017 et continue de laisser entrevoir une normalisation graduelle de la politique monétaire. Pour expliquer son approche prudente, la banque centrale invoque les marchés du travail, la faiblesse persistante de l'inflation et les risques liés à l'ALENA. Toutefois, l'un des arguments en faveur d'une accélération du rythme est la possibilité que les conditions financières accommodantes gonflent les prix des actifs, en particulier ceux des logements. Au paravant, cette préoccupation concernait principalement Vancouver et Toronto, mais les conditions de l'offre et de la demande commencent à devenir favorables aux vendeurs dans un nombre grandissant de marchés au Canada.

États des marchés de l'habitation locaux au Canada



passage à vide imputable au mauvais temps et l'intensification de l'activité manufacturière en début d'année. Seule ombre au tableau, les dépenses en immobilisations ont diminué. Notre prévision relative au Manitoba est essentiellement la même qu'au dernier trimestre, à savoir un rythme de croissance qui ralentit progressivement pour s'établir à 2,0 % en 2018 et à 1,6 % en 2019. La modération prévue est attribuable en partie au fait que la production de céréales et d'oléagineux ainsi que l'activité manufacturière, qui avaient fortement augmenté en 2017, devraient afficher un rythme plus modéré en 2018. L'affaiblissement de l'activité de construction assombri ra aussi les perspectives au cours des deux prochaines années, puisque l'effet négatif de la baisse des mises en chantier s'ajoute à celui de l'achèvement des travaux liés à des projets importants, dont celui de la centrale de Keeyask.

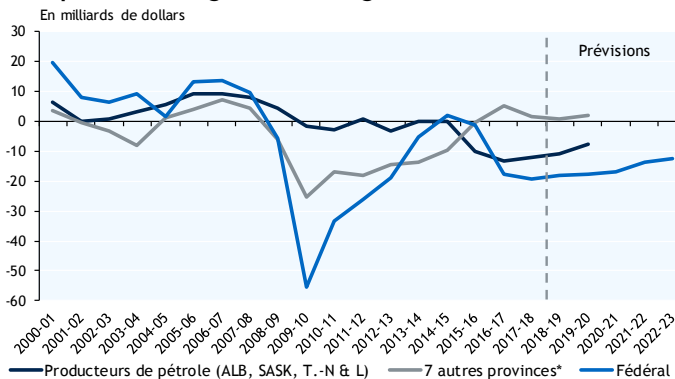
Les provinces centrales vrombissent

Nous estimons que l'économie de l'Ontario a crû de 2,8 % en 2017, grâce aux consommateurs, aux investissements du secteur public et aux investissements résidentiels. En ce qui a trait à l'avenir, nous pensons que l'effet modérateur exercé sur le marché du logement par la réglementation adoptée récemment se propagera à l'activité de construction. Il est donc peu probable que les ventes au détail et l'emploi, qui ont enregistré une croissance rapide en 2017, continuent d'évoluer à leur rythme actuel. Cela dit, la vitalité du marché du travail, la vigueur de la croissance des salaires et l'accroissement des dépenses en immobilisations propulseront l'économie de l'Ontario au cours des prochaines années. Nous prévoyons que la croissance y sera de 2,0 % en 2018 avant de ralentir pour se situer en 2019 au rythme moyen à l'échelle nationale de 1,6 %. La situation semble plus enviable encore dans la province voisine de Québec, où nous nous attendons à ce que les données définitives sur le PIB réel fassent état d'une progression de 3,0 % en 2017, soit plus du double du taux de croissance moyen de 1,3 % affiché au cours des cinq dernières années. Même si nous ne pensons pas que cette cadence rapide se maintienne, les perspectives économiques demeurent favorables au Québec. Ainsi, les fortes dépenses de consommation seront soutenues par l'augmentation de la croissance des salaires et le faible taux record de chômage, les exportations sont en hausse grâce aux métaux et aux minerais, et la situation du marché du logement est propice à l'activité de construction. Nous prévoyons que la progression de l'économie de la province ralentira pour se fixer près du rythme moyen affiché à l'échelle nationale en 2018 et en 2019, soit respectivement à 1,9 % et à 1,5 %. L'incertitude quant au destin de l'ALENA et la menace des États-Unis d'imposer des tarifs sur l'acier et l'aluminium posent des risques certains pour les perspectives d'investissements et d'exportations de l'Ontario et du Québec.

Croissance léthargique dans l'Est

Après un exercice 2017 plutôt vigoureux, nous prévoyons que les trois provinces maritimes afficheront une croissance qui se rapprochera davantage de leur plus faible potentiel à long terme

Équilibres budgétaires des gouvernements Canadiens





pour 2018 et 2019. Bien que cela semble défavorable, les perspectives pour les travailleurs s'améliorent. Au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse, la croissance économique entraîne une baisse du taux de chômage ; la légère création d'emplois s'accompagne d'un étiolement de la main-d'œuvre. Le nombre de travailleurs potentiels sur la touche étant inférieur, le pouvoir de négociation des employés augmente. En outre, les deux provinces affichent d'importants gains au chapitre de la rémunération des employés, ce qui influe positivement sur les investissements résidentiels, les ventes au détail et les dépenses de consommation. À l'Île-du-Prince-Édouard, nous estimons que l'économie créera suffisamment d'emplois pour absorber la récente reprise de l'immigration et assurer la plus forte croissance de toutes les provinces maritimes d'ici 2019. Parmi les autres provinces, Terre-Neuve-et-Labrador, en comparaison, demeure en proie à une contraction de l'économie. Favorisés par une hausse de la production pétrolière, les indices globaux de croissance cachent un fort déclin de l'emploi et d'autres indicateurs clés pour cette province qui doit faire face à la fois à l'austérité fiscale et à la dégringolade des dépenses en immobilisations.

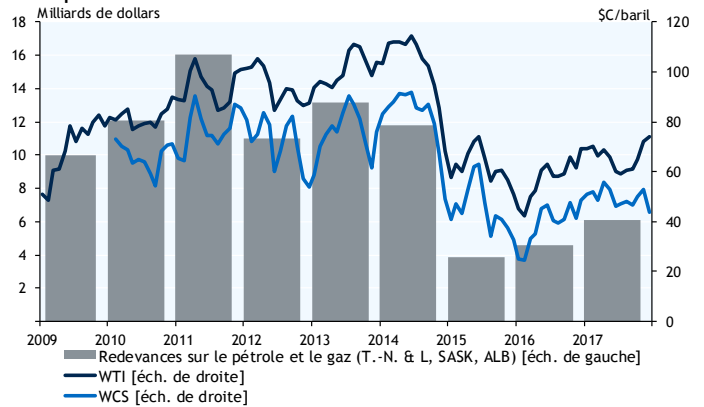
Certaines provinces délient les cordons de la bourse...

Le gouvernement fédéral maintient son plan en matière de déficits jusqu'en 2023 et compte dépenser les revenus en hausse qu'il tire de l'économie florissante. À une politique budgétaire fédérale stimulante s'ajoute un accroissement des dépenses provinciales. Ensemble, les provinces non productrices de pétrole ont réussi à équilibrer leur budget et profitent de la robustesse de l'économie nationale pour délier les cordons de leur bourse et accroître leurs dépenses d'infrastructure et de programmes. Pour l'Ontario et la Colombie-Britannique, cela se traduit par des investissements de milliards de dollars alors que le marché du travail est déjà tendu. Le Québec rembourse sa dette et verse ses excédents dans son Fonds des générations, mais il a également trouvé le moyen de rehausser son solide profil de croissance des dépenses. Les finances des provinces maritimes et du Manitoba ne sont pas aussi bonnes, si bien que les chances que ces provinces augmentent leurs dépenses sont minces.

...alors que les provinces riches en pétrole font face à des choix difficiles

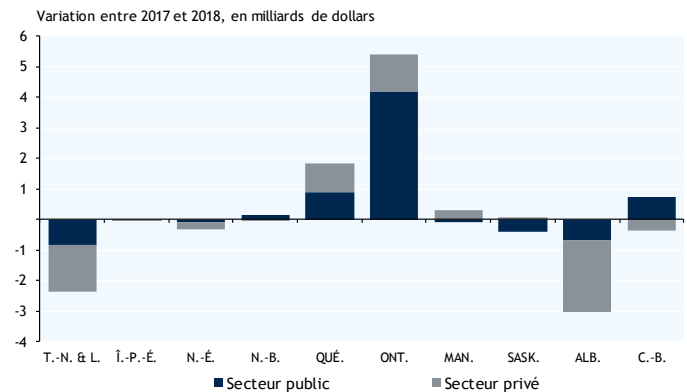
Les provinces productrices de pétrole sont moins favorisées. Dans leur cas, les années qui ont suivi la crise financière furent moins ardues, car les prix élevés du pétrole leur donnaient la latitude voulue pour manœuvrer. Toutefois, ces provinces font actuellement face à des restrictions budgétaires substantielles alors qu'elles doivent composer avec des revenus en redevances

Redevances provinciales sur les ressources naturelles et cours du pétrole



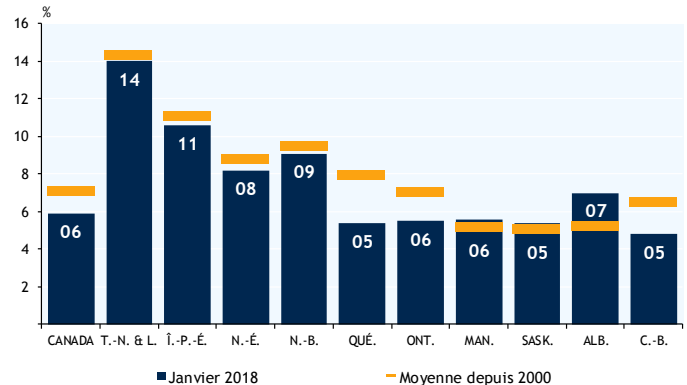
Source : Ministères des Finances, Statistique Canada, Recherche économique RBC

Variation dans les intentions d'investissement en capital



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Taux de chômage par province



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

sur les ressources inférieures. Nous supposons, à la lumière de la structure des redevances sur le pétrole et le gaz et de l'élargissement de l'écart entre le prix du Western Canadian Select (WCS) et les cours du pétrole à l'échelle mondiale (WTI), que les redevances sur les ressources demeureront faibles malgré une hausse de la production intérieure et des cours du pétrole à l'échelle mondiale.

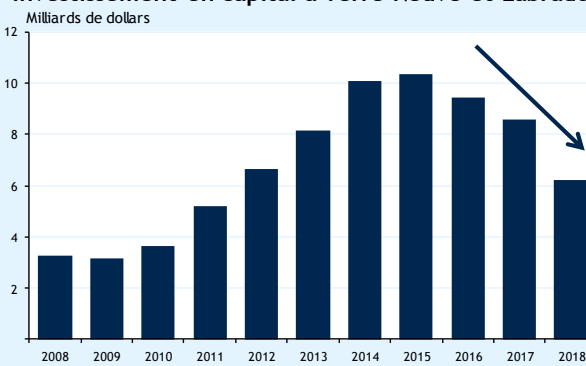
Chaque province a décidé de réagir différemment : L'Alberta a préféré les déficits aux coupures draconiennes dans ses programmes ; la Saskatchewan a opté pour une approche plus équilibrée, alors que Terre-Neuve-et-Labrador n'a eu d'autre choix que de prendre des mesures d'austérité. Comme nous prévoyons des prix WCS relativement stagnants jusqu'en 2019, les gouvernements de la Saskatchewan et de l'Alberta pourraient continuer d'essayer des déficits au cours des années à venir. Terre-Neuve-et-Labrador pourrait bénéficier d'un certain répit en raison d'une hausse des prix du pétrole à l'échelle mondiale, puisqu'elle jouit d'un meilleur accès aux marchés mondiaux. Par contre, sa dépendance antérieure aux redevances sur le pétrole (qui représentaient 29 % de ses revenus en

Boîte 2

Le déclin des infrastructures sur « le rocher »

À Terre-Neuve-et-Labrador, une vague d'investissements en immobilisations qui aura duré dix ans tire à sa fin. Le déroulement d'un certain nombre de grands projets de plusieurs milliards de dollars a considérablement fait augmenter le PIB quand les travaux s'intensifiaient et a eu un fort effet baissier lorsqu'ils prenaient fin. La phase baissière est maintenant bien amorcée puisqu'on prévoit une chute de 28 % des dépenses en immobilisations en 2018. Les travaux majeurs liés à la plateforme de forage pétrolier en mer Hebron, dont la valeur s'élève à 14 milliards de dollars, ont été achevés à la fin de 2017 et le pic de l'activité d'investissement pour le projet hydroélectrique de Muskrat Falls est chose du passé. Il en résulte une baisse considérable du PIB et de l'emploi dans la province en 2017 et 2018. Un certain nombre de projets annoncés et potentiels pourraient améliorer les perspectives d'investissement, mais la majorité des travaux liés à ces projets ne devraient pas commencer avant des années.

Investissement en capital à Terre-Neuve-et-Labrador



2014-2015) la forcera à adopter plusieurs autres budgets austères.

Les investissements déçoivent et accusent un écart à l'échelle des provinces

Les dépenses en investissement constituent un point faible des perspectives générales du Canada depuis plusieurs années, et la plus récente enquête sur les dépenses en immobilisations de Statistique Canada n'est guère réconfortante ; les dépenses nationales devraient demeurer essentiellement les mêmes en 2018. En outre, la mollesse des résultats globaux masque un écart entre les provinces productrices de pétrole qui n'envisagent pas de faire d'importantes dépenses en immobilisations et celles du centre du Canada qui affirment leurs intentions d'accroître ce poste budgétaire. Le déclin des investissements à Terre-Neuve-et-Labrador ne fait aucun doute (voir l'encadré 2), mais, pour l'Alberta, nous avons des raisons de demeurer sceptiques. Nombre d'autres indicateurs propres au secteur pétrolier et gazier (comme l'augmentation du nombre de forages) suggèrent que les investissements ne seraient pas aussi anémiques que l'enquête le propose. En comparaison, les dépenses en immobilisations que prévoient défrayer le Québec et l'Ontario ont nettement grimpé en raison d'une hausse des budgets d'investissement provinciaux, laquelle est en partie attribuable aux fonds que le gouvernement fédéral destine aux infrastructures.

Abondance des emplois et chute des taux de chômage

Avant janvier, l'économie canadienne affichait un dix-septième mois consécutif de gains au chapitre de l'emploi. En effet, l'emploi a augmenté de plus de 600 000 et le taux de chômage a chuté à un niveau inégalé depuis des décennies. Cependant, les provinces ne se sont pas partagé ces nouveaux emplois de manière équitable. Au cours de la dernière année, les marchés du travail se sont nettement resserrés en Ontario, au Québec et en Colombie-Britannique où la création d'emplois s'est accélérée. Nous croyons que la croissance soutenue de l'économie fera davantage chuter les taux de chômage annuels de ces provinces en raison du tarissement du bassin de travailleurs disponibles. En Alberta et en Saskatchewan, les perspectives d'emplois sont encourageantes ; une reprise économique placera en effet ces provinces en tête au chapitre de la croissance au cours des deux prochaines années. Selon nous, ces provinces tirent plus d'avantages d'une croissance de l'emploi parce qu'elles affichent un nombre supérieur de travailleurs potentiels, étant donné leurs taux de chômage qui demeurent élevés. Dans les provinces maritimes et le Manitoba, la croissance de l'emploi est plus modérée, même si les facteurs démographiques contribueront au resserrement des marchés du travail. Terre-Neuve-et-



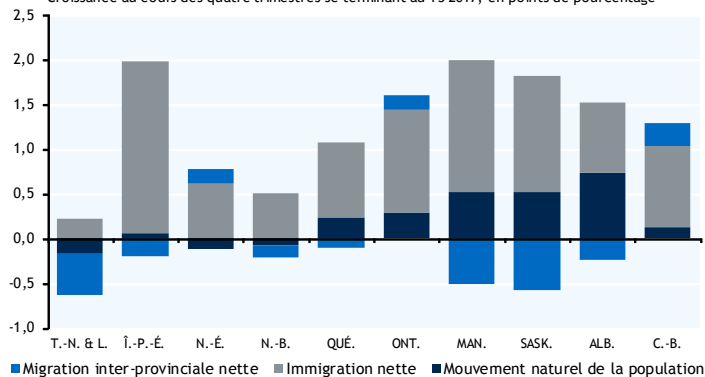
Labrador s'écarte des tendances nationales ; l'effondrement des prix du pétrole coïncide avec une chute abrupte des dépenses en immobilisations, ce qui aura des conséquences néfastes sur l'emploi.

L'immigration augmente et devient mieux répartie

L'an dernier, le gouvernement fédéral a annoncé « le plan d'immigration le plus ambitieux de l'histoire récente », qui vise à accueillir un million d'immigrants en trois ans. En parallèle avec la hausse du taux global d'immigration, les gouvernements provinciaux déploient des efforts pour que les nouveaux arrivants soient mieux répartis à l'échelle du pays. La plupart des provinces et des territoires peuvent sélectionner des immigrants dans le cadre du Programme des candidats des provinces, mais certains sont allés plus loin pour favoriser l'immigration et des signes indiquent que ces efforts portent fruit. Au cours des deux dernières années, la part des immigrants se dirigeant vers l'Ontario et l'Alberta a diminué, alors qu'elle a crû pour toutes les autres provinces. L'augmentation de la part des immigrants a été la plus forte dans les Maritimes, une région qui a historiquement accueilli relativement peu d'immigrants. Alors que la migration internationale croît et se diversifie, la migration interprovinciale se transforme. Les mouvements migratoires nets entre les provinces ont fléchi, signe d'une croissance économique nationale plus équilibrée. De plus, la Colombie-Britannique et l'Ontario ont détrôné l'Alberta dans le classement des principales destinations. Les migrations de toutes sortes s'ajoutent à un ralentissement graduel du taux d'accroissement naturel de la population. Cependant, cette décélération ne s'étend pas non plus de manière égale à l'échelle du pays. Par exemple, l'Alberta, qui a attiré de jeunes Canadiens pendant des années, présente des perspectives plus prometteuses sur le plan de la croissance démographique naturelle que la région de l'Atlantique. À long terme, l'accroissement de la population étaye l'expansion de la main-d'œuvre et constitue donc un catalyseur important de la croissance économique potentielle. Compte tenu de ces éléments, la progression démographique plus forte dans l'Ouest canadien annonce une accélération de la croissance économique tendancielle dans cette région. En revanche, la tendance contraire dans l'Est du pays indique que les provinces maritimes auront tendance à être à la traîne au fil du temps. Les provinces à croissance lente auront donc intérêt à attirer et à retenir un plus grand nombre d'immigrants, comme l'a fait l'Île-du-Prince-Édouard récemment, pour stimuler l'accroissement de la population et l'essor économique.

Facteurs contribuant à la croissance de la population par province

Croissance au cours des quatre trimestres se terminant au T3 2017, en points de pourcentage



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC



Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				PIB nominal				Emploi				Taux de chômage (%)				Mises en chantier (Milliers)				Ventes au détail				IPC			
	16	17P	18P	19P	16	17	18P	19P	16	17	18P	19P	16	17	18P	19P	16	17	18P	19P	16	17	18P	19P	16	17	18P	19P
T.-N. & L.	1,9	-1,8	-2,0	3,4	2,6	1,7	0,7	5,0	-1,5	-3,7	-2,3	-1,1	13,5	14,8	15,6	15,9	1,4	1,4	1,1	1,0	0,2	2,8	1,0	1,5	2,7	2,4	1,5	1,7
Î.-P.-É.	2,3	2,4	1,5	1,4	4,0	4,4	3,8	3,4	-2,2	3,1	0,8	0,4	10,8	9,8	9,6	9,3	0,6	0,9	0,8	0,7	7,7	7,2	3,9	4,1	1,2	1,8	1,8	1,9
N.-É.	0,8	1,1	0,8	0,6	2,8	2,4	2,7	2,6	-0,4	0,6	0,0	-0,1	8,3	8,4	8,0	7,7	3,8	4,0	3,5	3,1	4,6	6,2	3,4	3,2	1,2	1,1	1,7	1,9
N.-B.	1,2	1,7	0,7	0,6	3,6	3,5	2,4	2,3	-0,1	0,4	-0,1	-0,3	9,6	8,1	7,8	7,5	1,8	2,3	2,0	1,7	1,8	7,1	3,2	2,9	2,2	2,3	2,0	1,8
QUÉ.	1,4	3,0	1,9	1,5	2,7	4,5	3,9	3,2	0,9	2,2	1,0	0,6	7,1	6,1	5,5	5,7	38,9	46,5	41,8	35,8	6,2	6,0	4,2	3,8	0,7	1,1	2,0	1,8
ONT.	2,6	2,8	2,0	1,6	4,3	4,6	4,3	3,5	1,1	1,8	1,4	0,8	6,5	6,0	5,7	5,6	75,0	79,1	72,3	70,0	7,1	6,4	4,9	4,3	1,8	1,7	2,2	1,9
MAN.	2,2	2,5	2,0	1,6	2,3	5,0	4,2	3,1	-0,4	1,7	1,1	0,8	6,1	5,4	5,1	5,2	5,3	7,5	6,3	5,4	4,2	3,5	3,8	4,2	1,3	1,6	1,8	2,0
SASK.	-0,5	2,1	2,9	2,5	-4,0	5,8	5,4	4,2	-0,9	-0,2	0,5	0,9	6,3	6,3	6,1	5,8	4,8	4,9	5,1	5,4	2,2	4,0	4,4	4,9	1,1	1,7	2,2	2,3
ALB.	-3,7	4,2	2,2	2,0	-4,9	8,3	4,5	4,2	-1,6	1,0	1,5	1,2	8,2	7,8	6,9	6,5	24,5	29,5	27,0	29,0	-1,2	7,5	4,2	5,5	1,1	1,5	1,8	1,8
C.-B.	3,5	3,2	2,3	1,7	4,8	5,8	4,6	3,6	3,2	3,7	1,0	0,9	6,0	5,2	5,0	5,0	41,8	43,7	42,3	38,0	7,4	9,6	4,4	3,7	1,9	2,1	2,2	2,0
CANADA	1,4	3,0	1,9	1,6	2,0	5,3	4,2	3,5	0,7	1,9	1,1	0,7	7,0	6,3	5,9	5,9	198	220	202	190	5,1	6,7	4,4	4,2	1,4	1,6	2,1	1,9

Tableau comparatif

2016, sauf indication contraire

	CAN.	T.-N. & L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QUÉ.	ONT.	MAN.	SASK.	ALB.	C.-B.
Population (milliers, 2016)	36,265	530	149	949	757	8,322	13,976	1,318	1,149	4,236	4,758
Produit intérieur brut (milliards \$)	2,035,5	31,1	6,3	41,7	34,2	394,8	794,8	67,9	75,3	314,9	263,7
PIB réel (en milliards de \$ 2007)	1,801,4	27,9	5,2	36,7	29,4	343,3	685,0	60,4	62,5	302,8	240,8
Part des provinces dans le PIB canadien (%)	100,0	1,5	0,3	2,0	1,7	19,4	39,0	3,3	3,7	15,5	13,0
Croissance PIB réel (TAC, 2011-16, %)	1,9	0,0	1,4	0,4	0,4	1,3	2,2	2,3	1,7	1,6	3,1
PIB réel par habitant (\$ 2007)	49,673	52,519	35,037	38,639	38,786	41,248	49,012	45,857	54,442	71,469	50,618
Croissance PIB réel par habitant (TAC, 2011-16, %)	0,8	-0,2	0,6	0,3	0,4	0,5	1,1	0,9	0,2	-0,7	2,0
Revenu personnel disponible par habitant (\$)	31,781	32,561	28,112	28,519	29,168	27,723	32,093	29,076	32,717	37,298	34,395
Croissance de l'emploi (TAC, 2012-17, %)	1,1	-1,4	0,2	-0,4	0,0	1,1	1,2	0,7	0,7	1,0	1,7
Taux d'emploi (jan. 2018, %)	61,7	50,6	60,2	57,0	56,0	61,3	60,8	63,0	64,6	67,1	62,1
Indice d'inconfort (inflation + chômage, jan. 2018)	7,6	15,1	12,2	9,6	10,9	6,7	7,3	7,7	7,9	8,4	6,9
Production manufacturière (% du PIB, 2016)	10,4	4,0	10,3	7,9	11,2	13,4	11,9	9,6	7,0	6,3	7,0
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB)	56,7	53,5	68,8	70,7	65,8	59,2	56,8	57,6	48,6	46,9	64,1
Exportations (% du PIB)	31,0	31,8	22,5	16,9	37,7	28,0	35,6	24,1	38,7	31,0	22,8



Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

Colombie-Britannique

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017P	2018P	2019P
PIB réel	3,0	2,5	2,5	3,7	3,5	3,5	3,2	2,3	1,7
PIB nominal	5,7	2,1	3,4	5,7	4,0	4,8	5,8	4,6	3,6
Nombre d'emplois	0,2	1,6	0,1	0,6	1,2	3,2	3,7	1,0	0,9
Taux de chômage	7,5	6,8	6,6	6,1	6,2	6,0	5,2	5,0	5,0
Ventes au détail	3,2	2,1	2,8	6,3	6,9	7,4	9,6	4,4	3,7
Mises en chantier	26,4	27,5	27,1	28,4	31,4	41,8	43,7	42,3	38,0
Indice des prix à la consommation	2,3	1,1	-0,1	1,0	1,1	1,9	2,1	2,2	2,0

Alberta

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017P	2018P	2019P
PIB réel	6,4	3,9	5,7	6,2	-3,7	-3,7	4,2	2,2	2,0
PIB nominal	10,9	4,3	9,6	10,0	-12,0	-4,9	8,3	4,5	4,2
Nombre d'emplois	3,7	3,5	2,5	2,2	1,2	-1,6	1,0	1,5	1,2
Taux de chômage	5,4	4,6	4,6	4,7	6,0	8,2	7,8	6,9	6,5
Ventes au détail	6,8	7,1	7,1	7,9	-4,0	-1,2	7,5	4,2	5,5
Mises en chantier	25,7	33,4	36,0	40,6	37,3	24,5	29,5	27,0	29,0
Indice des prix à la consommation	2,4	1,1	1,4	2,6	1,2	1,1	1,5	1,8	1,8

Saskatchewan

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017P	2018P	2019P
PIB réel	5,3	1,7	6,3	2,1	-1,0	-0,5	2,1	2,9	2,5
PIB nominal	18,1	4,2	6,7	-0,4	-5,4	-4,0	5,8	5,4	4,2
Nombre d'emplois	0,9	2,4	3,1	1,0	0,5	-0,9	-0,2	0,5	0,9
Taux de chômage	4,9	4,8	4,1	3,8	5,0	6,3	6,3	6,1	5,8
Ventes au détail	7,3	7,5	5,4	5,0	-2,9	2,2	4,0	4,4	4,9
Mises en chantier	7,0	10,0	8,3	8,3	5,1	4,8	4,9	5,1	5,4
Indice des prix à la consommation	2,8	1,6	1,4	2,4	1,6	1,1	1,7	2,2	2,3

Manitoba

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017P	2018P	2019P
PIB réel	2,4	3,0	2,8	2,1	1,3	2,2	2,5	2,0	1,6
PIB nominal	5,4	6,4	4,2	3,1	3,3	2,3	5,0	4,2	3,1
Nombre d'emplois	0,4	1,6	0,7	0,1	1,6	-0,4	1,7	1,1	0,8
Taux de chômage	5,5	5,3	5,4	5,4	5,6	6,1	5,4	5,1	5,2
Ventes au détail	4,3	1,3	3,9	4,4	1,6	4,2	3,5	3,8	4,2
Mises en chantier	6,1	7,2	7,5	6,2	5,5	5,3	7,5	6,3	5,4
Indice des prix à la consommation	2,9	1,6	2,3	1,8	1,2	1,3	1,6	1,8	2,0

Ontario

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017P	2018P	2019P
PIB réel	2,4	1,3	1,5	2,7	2,9	2,6	2,8	2,0	1,6
PIB nominal	4,6	3,1	2,2	4,4	5,0	4,3	4,6	4,3	3,5
Nombre d'emplois	1,8	0,7	1,8	0,8	0,7	1,1	1,8	1,4	0,8
Taux de chômage	7,9	7,9	7,6	7,3	6,8	6,5	6,0	5,7	5,6
Ventes au détail	3,6	1,8	2,8	5,8	5,5	7,1	6,4	4,9	4,3
Mises en chantier	67,8	76,7	61,1	59,1	70,2	75,0	79,1	72,3	70,0
Indice des prix à la consommation	3,1	1,4	1,1	2,3	1,2	1,8	1,7	2,2	1,9



Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

Québec

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017P	2018P	2019P
PIB réel	1,9	1,0	1,4	1,8	1,0	1,4	3,0	1,9	1,5
PIB nominal	5,1	2,7	3,0	3,0	2,4	2,7	4,5	3,9	3,2
Nombre d'emplois	1,0	0,8	1,4	0,0	0,9	0,9	2,2	1,0	0,6
Taux de chômage	7,9	7,8	7,6	7,7	7,6	7,1	6,1	5,5	5,7
Ventes au détail	3,0	1,4	2,9	2,4	1,8	6,2	6,0	4,2	3,8
Mises en chantier	48,4	47,4	37,8	38,8	37,9	38,9	46,5	41,8	35,8
Indice des prix à la consommation	3,0	2,1	0,8	1,4	1,1	0,7	1,1	2,0	1,8

Nouveau-Brunswick

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017P	2018P	2019P
PIB réel	0,3	-1,1	-0,3	0,1	2,4	1,2	1,7	0,7	0,6
PIB nominal	4,3	0,7	0,3	1,8	2,0	3,6	3,5	2,4	2,3
Nombre d'emplois	-0,7	-0,7	0,4	-0,2	-0,6	-0,1	0,4	-0,1	-0,3
Taux de chômage	9,5	10,2	10,3	10,0	9,8	9,6	8,1	7,8	7,5
Ventes au détail	4,8	-0,7	0,6	3,6	2,1	1,8	7,1	3,2	2,9
Mises en chantier	3,5	3,3	2,8	2,3	2,0	1,8	2,3	2,0	1,7
Indice des prix à la consommation	3,5	1,7	0,8	1,5	0,5	2,2	2,3	2,0	1,8

Nouvelle-Écosse

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017P	2018P	2019P
PIB réel	0,6	-1,0	-0,1	1,1	1,4	0,8	1,1	0,8	0,6
PIB nominal	2,2	0,5	2,1	2,9	2,1	2,8	2,4	2,7	2,6
Nombre d'emplois	0,4	1,0	-1,1	-1,1	0,1	-0,4	0,6	0,0	-0,1
Taux de chômage	9,0	9,1	9,1	8,9	8,6	8,3	8,4	8,0	7,7
Ventes au détail	3,5	1,1	3,2	2,7	0,2	4,6	6,2	3,4	3,2
Mises en chantier	4,6	4,5	3,9	3,1	3,8	3,8	4,0	3,5	3,1
Indice des prix à la consommation	3,8	1,9	1,2	1,7	0,4	1,2	1,1	1,7	1,9

Île-du-Prince-Édouard

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017P	2018P	2019P
PIB réel	2,1	1,0	2,0	0,3	1,3	2,3	2,4	1,5	1,4
PIB nominal	3,8	2,7	3,3	1,7	3,9	4,0	4,4	3,8	3,4
Nombre d'emplois	3,1	1,7	1,4	-0,1	-1,2	-2,2	3,1	0,8	0,4
Taux de chômage	11,1	11,2	11,6	10,7	10,5	10,8	9,8	9,6	9,3
Ventes au détail	5,4	3,2	1,0	3,6	2,8	7,7	7,2	3,9	4,1
Mises en chantier	0,9	0,9	0,6	0,5	0,6	0,6	0,9	0,8	0,7
Indice des prix à la consommation	2,9	2,0	2,0	1,6	-0,6	1,2	1,8	1,8	1,9

Terre-Neuve-et-Labrador

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017P	2018P	2019P
PIB réel	2,7	-4,4	5,2	-0,9	-1,7	1,9	-1,8	-2,0	3,4
PIB nominal	15,3	-4,5	7,6	-0,5	-11,5	2,6	1,7	0,7	5,0
Nombre d'emplois	4,1	3,8	0,8	-1,7	-1,0	-1,5	-3,7	-2,3	-1,1
Taux de chômage	12,6	12,3	11,6	12,0	12,8	13,5	14,8	15,6	15,9
Ventes au détail	5,1	4,5	5,1	3,6	0,6	0,2	2,8	1,0	1,5
Mises en chantier	3,5	3,9	2,9	2,1	1,7	1,4	1,4	1,1	1,0
Indice des prix à la consommation	3,4	2,1	1,7	1,9	0,4	2,7	2,4	1,5	1,7